

BULLETIN CRITIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

ERN. GOSSART, **Espagnols et Flamands au XVI^e siècle. La domination espagnole dans les Pays-Bas à la fin du règne de Philippe II**, Bruxelles, Lamertin, 1906, viii-303 pp. in-8. — M. Gossart, dans ce second volume, nous donne la suite de son étude sur la révolution des Pays-Bas au xvi^e siècle « considérée au point de vue espagnol et dans ses rapports avec la politique générale ». Nous avons déjà dit précédemment l'utilité et l'intérêt de cette tentative de l'érudit conservateur de la Bibliothèque royale de Bruxelles. Reprenant son récit à la fin de 1573, au moment où le duc d'Albe quitte les Pays-Bas après six années d'un régime tyrannique, — il le conduit cette fois jusqu'à la cession des provinces aux archiducs Albert et Isabelle. Ce sont les mêmes qualités d'information et de clarté que dans le volume précédent — qualités plus précieuses encore, s'il est vrai que la seconde période du soulèvement des Pays-Bas est moins connue, moins facile à connaître, moins riche en documents publiés et en monographies détaillées que la première. M. G. a su notamment mettre grandement à profit l'importante collection des copies tirées des archives de Simancas et déposées aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles, que Gachard n'a pu analyser qu'en partie dans sa *Correspondance de Philippe II*. Il en a même tiré, sur l'intervention du roi dans les affaires de France et sur la disgrâce d'Alexandre Farnèse, quelques textes intéressants qu'il publie en *Appendice*. A signaler un intéressant chapitre de conclusion sur Philippe II souverain des Pays-Bas, où le caractère, la politique et le rôle du roi d'Espagne dans ses provinces de par deçà sont assez finement et justement analysés : une utile liste des principaux ouvrages et documents consultés clôt ce deuxième volume, qui, joint au premier, constitue un excellent manuel de l'histoire politique du soulèvement flamand. — LUCIEN FEBVRE.

F. VAN KALKEN, **La fin du régime espagnol aux Pays-Bas. Étude d'histoire politique, économique et sociale**, Bruxelles, 1907, 291 pp. in-8. — Dans son livre, M. van K. s'est proposé de nous retracer la situation politique, économique et sociale des Pays-Bas entre 1692, date de l'arrivée dans les provinces du gouverneur général Maximilien - Emmanuel de Bavière, et 1715, date de la transmission officielle des Pays-Bas espagnols à l'Autriche. Pendant cette période, l'histoire de la future Belgique est étroitement unie à celle de son gouverneur. Sous l'action de ce prince de

bonne volonté, mais sans indépendance ni réelle autorité, les Pays-Bas connaissent d'abord quelques années de renaissance économique et d'épanouissement, sur lesquelles M. van K. nous donne d'intéressantes indications. Un assez vigoureux effort, d'autant plus méritoire que le pays était plus ruiné, est alors tenté pour affranchir les provinces belges de l'état de servitude commerciale et industrielle où les maintenaient les puissances voisines. Mais ce sursaut d'énergie dure peu, contrarié qu'il est plus encore par la tutelle paralysante des puissances et par le particularisme des habitants qu'à par le tempérament impulsif et capricieux d'un prince dénué d'esprit de suite. Heureusement commencé en 1692, le gouvernement de Maximilien-Emmanuel s'achève, de 1700 à 1715, de la manière lamentable que nous dit M. van K. dans la deuxième partie de son étude : par la guerre, l'invasion, la misère — un redoublement de ruine.

L'étude de M. van K. est consciencieuse et sage. On la voudrait sans doute un peu plus nourrie de documents d'archives, un peu moins générale parfois et moins rapide. Elle n'en est pas moins une utile contribution à l'histoire du XVIII^e siècle aux Pays-Bas. A signaler, quelques indications intéressantes sur l'état d'esprit des administrés de Maximilien-Emmanuel, sur la persistance du vieil esprit de particularisme communal, sur l'état moral et intellectuel des Flamands. Bibliographie assez abondante, dispersée au bas des pages. — LUCIEN FEBVRE.

Cardinal MATHIEU, **L'ancien régime en Lorraine et Barrois d'après des documents inédits (1698-1789)**, quatrième édition, revue et augmentée d'un épisode de la Révolution en Lorraine, Paris, H. Champion, 1907, xxiv-540 pp. in-8. — Réédition d'une thèse de doctorat présentée, en décembre 1878, à la Faculté des Lettres de Nancy. Sous sa forme rajeunie, augmenté d'une notice bibliographique et du récit d'un procès révolutionnaire, le livre, s'il porte sa date et ne répond pas à de multiples questions que nous nous posons aujourd'hui, n'en conserve pas moins un certain intérêt.

Il n'y faut pas chercher une série d'études approfondies et minutieuses. C'est un vaste tableau d'ensemble, brossé largement par un peintre facile qui a prétendu faire revivre, en 540 pages, l'ancien régime en Lorraine « depuis le traité de Ryswick à la Révolution — c'est-à-dire pendant tout le XVIII^e siècle, sous les règnes de Léopold, de François III, de Stanislas et particulièrement sous l'administration des intendants de Louis XV et de Louis XVI ». Immense programme, on le voit. Qu'il ait contraint celui qui l'a tracé à juger et à décrire de haut les faits, il ne faut pas s'en étonner. Mais, telle quelle, cette esquisse sommaire et dont toutes les parties sont naturellement à reprendre et à pousser, a eu et garde encore son utilité. Elle peut fournir un point de départ commode aux travailleurs soucieux de fonder sur la réalité des documents des conclusions plus assurées et moins subjectives.

De plus, si la thèse d'histoire, au gré des historiens, tourne un peu trop souvent au manifeste ; si, en certaines fins de chapitre, se perçoit aisé-

ment la cadence d'une conclusion de panégyrique ; si le style enfin, simple et net d'ordinaire, s'alourdit parfois de ces métaphores légèrement désuètes, dont le « trône » et « l'autel » persistent à faire les frais — du moins l'exposition est-elle claire, agréable, facile à suivre ; l'ouvrage se lit sans fatigue, et, dans ses descriptions des institutions judiciaires, administratives, féodales, ecclésiastiques surtout de la Lorraine au XVIII^e siècle, l'auteur peut bien rester dans les généralités : il ne manque jamais de précision et d'utilité. Pour juger ce livre en toute équité, il convient de ne pas oublier que plus de trente années de travail méthodique et persévérant nous séparent de l'époque où en fut conçue l'idée par un professeur du petit séminaire de Pont-à-Mousson. — **LUCIEN FEBVRE.**

E. DARD, Hérault de Séchelles. 1759-1794, 2^e éd., Paris, Perrin, 1907, 388 pp., in-8. — Le livre de M. Dard est attachant comme un roman. Au point de vue scientifique, il m'est difficile de le juger ; je ne connais pas ses sources ; il se contente d'apprendre au public que son ouvrage a été composé « d'après des documents inédits », et les notes qu'il a mises au bas des pages sont insuffisantes en nombre et souvent en précision. Je n'entrerai donc en discussion sérieuse avec lui sur aucun point¹ ; mais je tiens à signaler le talent avec lequel l'auteur a fait revivre l'étrange figure d'Hérault de Séchelles, le fini et l'adresse de son analyse psychologique. Hérault fut un dilettante, un sceptique, qui mourut sur l'échafaud, non par conviction, mais par indifférence. Il devint « l'homme » de Danton, parce que son esprit fut subjugué par tout ce qu'il y avait d'énergie, de passion, de volonté, chez ce grand convaincu. Le style agréable² de M. D. ajoute encore au charme de nombre de ses pages. — **ANDRÉ FRIBOURG.**

M. VITRAC, Philippe-Égalité et Monsieur Chiappini, Histoire d'une substitution, Paris, Daragon, 1907, 155 pp., in-8. — M. Vitrac inaugure une collection des « Énigmes de l'Histoire » ; sous sa direction, morts suspects, naissances mystérieuses, associations secrètes, crimes supposés, devenus rapidement la proie de la chronique et du roman, vont être étudiés « d'après les méthodes de la critique moderne » ; l'Affaire Chiappini sera la première « énigme » déchiffrée. On sait quelle prétention éleva Maria-Stella Chiappini : baptisée comme fille d'un géolier italien, elle voulut établir par témoignages et faire admettre par un tribunal qu'elle était en réalité née du duc de Chartres (plus tard Philippe-Égalité) et de la duchesse voyageant en Italie. On lui aurait substitué un jeune

1. Je serais personnellement reconnaissant à M. D. de vouloir bien nous dire où il a vu que le ministre Deforgues fût un ancien clerc de Danton ? (p. 232). Comme clerc de l'avocat aux Conseils, je ne connaissais que Paré, qui, lui, fut ministre de l'Intérieur du 20 août 1793 au 5 avril 1794.

2. Je n'ai à remarquer qu'une phrase manquée que l'auteur aura le loisir de corriger dans les éditions suivantes ; p. 360, il prête à Hérault de fâcheuses contorsions lorsqu'il dit : « ...il repoussa du pied les accusations absurdes qu'on lui lançait à la face. »

garçon, né le même jour de la femme de Chiappini, et ce fils Chiappini ne serait autre que Louis-Philippe, qui fut roi des Français. En réalité, comme le prouve l'auteur, « Marie-Étoile d'Orléans » n'était ni la fille du géolier, ni du duc de Chartres, mais du comte Charles Battaglini et d'une femme demeurée inconnue. La résolution de ce petit problème d'histoire sert de prétexte à M. V. pour nous conduire tour à tour à la cour, à l'Abbaye de Montmartre, aux fêtes de Villers-Cotterets, aux eaux de Forges, et, comme il le fait toujours agréablement, nous en oublions parfois sans trop de peine Maria-Stella Chiappini. — ANDRÉ FRIBOURG.

JULIEN LUCHAIRE, **Essai sur l'évolution intellectuelle de l'Italie de 1815 à 1830**, Paris, Hachette, 1906, in-8, xviii-337 pp. — « J'ai tâché de faire connaître le fonds commun de la pensée de cette nation, l'esprit public à un moment donné, et je n'ai présenté les individus qu'à titre exceptionnel », dit M. Luchaire dans sa préface. C'est loin d'être exact, et on a déjà (M. Nicastro, dans l'*Archivio Storico italiano*, 1907, t. XXXIX, p. 184-190) reproché à M. Luchaire d'avoir conclu pour l'Italie entière en étudiant seulement la Toscane, et, en Toscane même, d'avoir utilisé uniquement les grands auteurs pour représenter les conditions intellectuelles où se mouvait la pensée italienne. Dans ces limites, cet ouvrage, sobre, bien écrit, a de la valeur, plus littéraire qu'historique. Il s'ouvre par une introduction trop étriquée qui résume les principaux faits de l'occupation française ; puis l'auteur aborde les conditions de la vie intellectuelle en Toscane, le gouvernement, despotiquement paternel avec Fossembrone, dont la devise était : « Il mondo va da se », la police, qui veille à ce qu'on ne cause pas, la censure, qui fait la guerre surtout au bonapartisme, la législation, la religion et l'enseignement, enfin les milieux, bourgeoisie intelligente mais sans culture, peuple rétrograde, activité révolutionnaire des cosmopolites de Livourne, intellectuelle des Florentins. Dans cette société agissent diverses influences : la philosophie française, surtout Condillac ; Alfieri, qui enseigne la liberté et l'héroïsme ; Foscolo, qui enseigne le patriotisme. L'importation des livres se fait lentement, mais sûrement. La production augmente : en 1815 on compte 600 ouvrages nouveaux, 1,200 en 1830. M. Luchaire détermine ensuite les principaux courants entre lesquels se partage la pensée toscane, le nationalisme, avec Giordani, Leopardi et Niccolini ; le libéralisme, peut-être importé par le Napolitain Colletta, qui vit à Florence, développé par Vieusseux, fondateur de l'*Antologia*, exposé par Niccolini, dirigé, au point de vue pratique, par Gino Capponi, l'ami du Milanais Confalonieri ; le moralisme, sorti peut-être du carbonarisme déiste, mais plus encore de la ruine des simples idéaux humains après 1815, représenté avant tout par Manzoni et Silvio Pellico, qui sont revenus tous deux, par d'indirectes voies, au catholicisme. L'analyse des œuvres et de leur influence est faite par M. Luchaire avec talent ; mais je ne vois pas bien pourquoi il considère le pessimisme comme un élément distinct de la pensée italienne ; sans doute il y a Guerrazzi, mais Guerrazzi ne fait qu'imiter Byron et n'exprime pas

l'âme nationale; il y a Leopardi, mais le pessimisme de Leopardi n'est qu'une forme de nationalisme hyperesthésié, et Leopardi fait un grand effort constructif en ce qui concerne la politique et la vie sociale. M. Luchaire ne dit pas assez, d'autre part, que la pensée des littérateurs étudiés reste purement théorique, qu'elle n'entre pas dans l'esprit populaire, qu'elle est incapable, semble-t-il, de produire l'action : de fait, la Toscane est restée calme dans le grand mouvement italien de 1821, et, en 1830, c'est avec curiosité plutôt qu'avec passion qu'on s'y intéresse aux événements révolutionnaires. Les conditions de l'action, c'est le Livournais Mazzini, disciple de Foscolo, qui les comprendra, mais il est certain qu'il ne les eût pas comprises si les années 1815-1830 n'avaient pas été remplies par tout ce travail théorique, cette renaissance idéologique, dont on sera reconnaissant à M. Luchaire de nous avoir classé les éléments et indiqué le sens, mais dont il n'a pas suffisamment montré de quelle façon elle a agi sur la génération immédiatement postérieure, qui a fait l'unité. — GEORGES BOURGIN.

ALBERT THOMAS, **Le second Empire** (dans l'*Histoire socialiste* dirigée par Jaurès), Paris, Rouff (1907), in-4. — L'*Histoire socialiste* avance rapidement; après le livre de M. Georges Renard, dont la *Revue* a rendu compte, voici celui de M. Thomas, qui dénote beaucoup de talent et une forte éducation historique. L'auteur d'un livre d'histoire générale peut se borner à utiliser les travaux déjà publiés; M. Th. ne s'en contente pas, et ses recherches à travers les documents inédits lui ont fourni du nouveau : pour les années 1852-56 il a vu les rapports judiciaires entrés depuis 1905 aux Archives Nationales et déjà consultés par M. Tchernoff; pour les années 1868-70 il a pu lire les correspondances d'ouvriers révolutionnaires conservées par un survivant de cette époque, M. Albert Richard. Il n'a pas négligé les souvenirs oraux de quelques vieux militants, qui l'ont renseigné, par exemple, sur la valeur morale de Tolain (p. 200) et sur les rapports de celui-ci avec Proudhon (p. 243). Bien documenté, l'auteur sait être juste : son hostilité contre l'Empire ne l'empêche pas de reconnaître combien fut importante et opportune l'œuvre économique de Napoléon III. Il a l'intelligence historique : on le voit, par exemple, quand il expose avec tant de justesse la politique de bascule de l'empereur entre catholiques et libéraux, ou les avances faites à la classe ouvrière à l'époque où les patrons étaient irrités contre le gouvernement par le libre échange. Enfin il a le sens chronologique; il sait fort bien suivre toutes les évolutions de la politique ouvrière, et, comme le demandait Michelet, « dater finement ».

Il y a dans ce livre deux défauts principaux : l'un, qui est imputable au caractère de la collection plus qu'à l'auteur, c'est la place trop petite faite à la politique extérieure dans l'histoire d'un règne où elle domina tout; l'autre, c'est une adoration quelque peu fétichiste pour « la classe ouvrière ». J'ai remarqué souvent chez les jeunes intellectuels du socialisme cette tendance à faire de la classe ouvrière une entité quasi-divine,

devant laquelle on doit répandre l'encens. Qu'il s'agisse des réunions de l'Internationale, de certains manifestes ouvriers, ou de soulèvements avortés comme celui d'octobre 1869, l'historien s'incline et admire la sagesse des ancêtres. Que le mot de « grève générale » ait été lancé au hasard et en passant, le voilà frappé de respect. Si je signale cet état d'esprit, c'est qu'il peut conduire à des erreurs historiques, en attribuant à des manifestations de petits groupes ouvriers une importance qu'elles n'ont pas eue dans la réalité. — GEORGES WEILL.

SYMON DE VILLENEUVE, **Mes années militaires** (1856-67), Angers, 1907, 446 pp. in-4. — L'auteur, ancien médecin aide-major, nous raconte ses études à la Faculté de Médecine de Strasbourg et au Val-de-Grâce, puis sa vie de garnison en Algérie, à Bourbonne-les-Bains, à Toulouse, à Rennes, surtout à Paris et Compiègne dans la garde. Le récit, rempli d'anecdotes contées avec bonne humeur et sans prétention, est agréable à lire ; il montre combien on menait joyeuse vie dans l'armée impériale. — G. W.

GEORGES BOURGIN, **Histoire de la Commune**, Paris, Cornély, 1907, 192 pp. in-16. — Ce petit volume forme les numéros 41-42 de la *Bibliothèque socialiste* ; c'est dire qu'il est favorable à la Commune. Cette disposition influe quelquefois trop sur le récit, par exemple quand l'auteur ne voit que fourberie dans les essais très sincères de conciliation tentés par les maires (p. 59-75). Mais M. B. est très bien informé, il donne mainte preuve d'esprit critique, il montre beaucoup de finesse dans l'exposé des causes du mouvement ou de la psychologie parisienne en 1871, beaucoup de précision dans le tableau de l'œuvre esquissée à l'Hôtel de Ville. Son livre est ce que nous avons de mieux aujourd'hui comme histoire de la Commune. — G. W.

R. GONNARD, **L'Émigration européenne au XIX^e siècle**, Paris, Colin, 1906, 297 pp. in-16. — Ce livre s'adresse au « grand public ». L'auteur résume en quelques lignes le but qu'il a cherché à atteindre. « Nous voulons, dit-il, rappeler d'abord ce que furent, depuis un siècle, les grands mouvements migratoires partis d'Europe, l'importance respective de chacun d'eux, les modifications qui les ont affectés, et principalement les plus récentes de celles-ci ; puis, résumant les résultats obtenus, et ceux à prévoir dans un avenir immédiat, nous voulons essayer de montrer de quelle manière les grandes nations d'aujourd'hui coopèrent et coopéreront à la création, au développement des nations blanches de demain, dans quelle mesure celles-ci seront les héritières du sang et de la civilisation de celles-là. » Il étudie tour à tour l'émigration britannique, l'émigration allemande, l'émigration italienne, l'émigration austro-hongroise et slave ; il nous montre les deux premières, n'occupant plus que le second et le troisième rang, tandis qu'Italiens et Slaves prennent la tête du mouvement. Demain verra surgir des nations nouvelles, certaines déjà

existantes, d'autres encore inconstituées à l'heure actuelle ; après-demain verra la lutte de la race blanche affermie sur ses positions, et des races autrefois refoulées. Le livre de M. G. se lit facilement, intéresse toujours, plaira certainement au « grand public » auquel il s'adresse, et sera utile à tous ceux que les questions démographiques et sociales ne laissent pas indifférents. — ANDRÉ FRIBOURG.

HISTOIRE RELIGIEUSE.

MARGUERITE BONDOIS, **La translation des saints Marcellin et Pierre. Étude sur Einhard et sa vie politique de 827 à 834** (*Bibliothèque de l'École des Hautes Études*, n° 160). Paris, Champion, in-8, xvi-116 pp. — La translation écrite par Einhard l'a été à différents moments entre 828 et 834 ; le fait même du transport des reliques des saints Marcellin et Pierre de Rome à Michelstadt, puis à Mülheim, qui prit postérieurement, et pour cette raison, le nom de Seligenstadt, est de 827. L'œuvre d'Einhard est une apologie curieuse du culte des reliques : légitimité de la violation des tombeaux, des vols, des abus de confiance, du rôle des courtiers en reliques, fort habiles à exploiter les désirs concurrents des abbés, mauvaise foi des dignitaires ecclésiastiques qui veulent s'attribuer à tort des reliques, enthousiasme sincère de la foule prête à trouver partout des miracles, bassesse de la religion d'hommes même assez cultivés comme Einhard, M^{lle} Bondonis décrit tout cela avec finesse, en s'en tenant seulement aux textes. La lutte d'Einhard avec Hilduin, abbé de Saint-Médard de Soissons, à propos des reliques en question, est un prototype de ce qui se passera plus tard à l'occasion d'une dent du Christ que la même abbaye prétendra conserver. Mais Einhard n'a pas le sens critique de Guibert de Nogent. Sa croyance est d'accord avec son intérêt, et c'est pour augmenter la vogue des abbayes qu'il détient, qu'il fait ainsi une sorte de réclame autour des reliques importées. La littérature hagiographique apparaît de cette façon comme ayant le même but que ces chansons de geste dont M. Bédier s'attache pour le moment à montrer le caractère presque mercantile. L'étude du texte d'Einhard a amené Mlle Bondonis à s'occuper du rôle politique de ce personnage après 827 ; la seconde partie du travail s'accroche assez maladroitement à la première. On y voit qu'il ne s'est pas retiré des affaires publiques en 830, comme on l'a dit, et qu'il est resté, avec peu de franchise, il est vrai, partisan de Louis le Pieux jusqu'à la fin. Une bonne bibliographie, une annotation copieuse et précise font de l'ouvrage de M^{lle} Bondonis une précieuse contribution à l'histoire carolingienne et, mieux encore, à l'histoire du sentiment religieux au moyen âge. — G. B.

IMBART DE LA TOUR, **Questions d'histoire sociale et religieuse. Époque féodale**. Paris, Hachette, 1907, in-18, xvi-293 pp. — M. Imbart

de la Tour a réuni dans ce volume, en les rajeunissant sur quelques points de détail, diverses études parues antérieurement dans des recueils différents, dont il a le tort de ne pas rappeler les noms. Ces études concernent : les immunités commerciales des monastères ; la colonisation des terres désertes à l'époque carolingienne (*l'adprisio*) ; les coutumes de la Réole, à propos desquelles il est prouvé que le texte daté de 977 est un faux fabriqué en 1188 ; l'évolution des idées sociales du ^x^e au ^{xiii}^e siècle ; les origines et le progrès de la liberté commerciale en France aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles ; les publicistes religieux à l'époque de Grégoire VII, d'après Mirbt ; l'organisation ecclésiastique dans l'ancienne France. — Les trois premières sont excellentes. Celle qui traite de l'évolution des idées sociales est fort contestable en ce qui touche l'interprétation des faits : on croirait, à lire notre auteur, que le système contractuel a été le régime normal du haut « moyen âge », et qu'il provient du développement de l'idée ecclésiastique (?) de justice, alors qu'il n'a été, dans la plupart des cas, que le résultat de conquêtes violentes des classes populaires. De même, peut-on, pour les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, parler de France économique, alors qu'il existe si peu d'unité encore entre les diverses régions qui la constituent ? La dernière étude a pour but d'opposer à l'individualisme de l'Église concordataire l'Église ancienne où existent des forces collectives importantes ; elle est courte et sans grand intérêt. M. Imbart de la Tour a fait précéder ces morceaux, si différents d'aspect et de valeur, d'une préface trop vite écrite sur l'histoire scientifique, le matérialisme historique et le sens du moyen âge, où l'on relèvera peu d'idées originales et de points de vue nouveaux. — G. B.

L'abbé EMMANUEL BARBIER, **Le progrès du libéralisme catholique en France sous le pape Léon XIII**, Paris, Lethielleux, 1907, 2 vol. in-12 de 529 et 623 pp. — L'auteur appartient au groupe des catholiques de droite, qui repoussent toutes les innovations politiques ou sociales proposées en France depuis trente ans par les ralliés et les démocrates chrétiens. Il a déjà publié divers écrits contre le *Sillon*, et combattu l'adhésion des catholiques à la République dans son *Cas de conscience*. Les idées qu'il condamne ayant grandi pendant le pontificat de Léon XIII, avec l'appui du pape, ce nouvel ouvrage prend directement à partie le prédécesseur de Pie X. L'auteur sépare la doctrine de Léon XIII, qui fut irréprochable, et sa politique, féconde en concessions et en nouveautés qui n'ont produit que du mal. Une longue introduction précise les erreurs doctrinales du libéralisme, les affirmations que lui oppose l'enseignement catholique, et par conséquent l'échec forcé de toutes les tentatives entreprises depuis Lamennais et Montalembert pour concilier deux systèmes contradictoires. Tout le reste du premier volume est consacré aux rapports de Léon XIII avec le Gouvernement français : qu'il s'agisse des mesures prises contre les congrégations (1880), du procès de Mgr Gouthé-Soulard (1891), de la loi sur les fabriques (1893), de la loi d'abonnement (1895) ou de faits plus récents, partout M. B. montre la fermeté des catholiques et

du clergé français rendue inutile par l'intervention de la diplomatie romaine qui énerve la résistance, qui approuve les moyennieurs et les tièdes.

Le tome II, passant des questions politiques aux questions sociales, étudie l'histoire de la Démocratie chrétienne, ses imprudences, ses prétentions, encouragées tantôt par les éloges, tantôt par le silence de Rome. La même indulgence fâcheuse accueille longtemps les représentants du « catholicisme progressiste », qui ont essayé de ruiner la hiérarchie ecclésiastique, de corrompre l'esprit des séminaristes, d'altérer le dogme par l'américanisme ou par les approbations données à M. Loisy. L'auteur conclut que le ralliement, le catholicisme social, les théories religieuses des modernistes sont inséparables ; c'est un bloc d'erreurs et d'hérésies qui, toutes, proviennent du libéralisme, et qu'il faut repousser toutes ensemble pour guérir l'Église de France. On voit que M. Barbier a trouvé dans Pie X le pape qu'il souhaitait.

La forme du livre laisse beaucoup à désirer : surchargé de détails parfois inutiles, de longues citations qu'on aurait pu mettre en note, il est d'une lecture fatigante. Le ton acrimonieux de l'écrivain cause une impression désagréable : dès qu'il parle des catholiques novateurs, surtout de ceux qui s'appellent Léon Harmel, Fonsegrive ou Lemire, on le sent tout plein de *l'odium theologicum*. Néanmoins on apprend beaucoup en le lisant, car il est très au courant de la presse catholique, bien renseigné sur ce qui s'est passé à Rome, pourvu de documents inédits ou difficiles à trouver ; des références précises accompagnent toujours le récit. L'ouvrage de M. B. doit prendre place à côté de ceux de ses adversaires, MM. Dabry et Houtin, parmi les livres qui nous font le mieux connaître l'histoire du catholicisme français depuis 1878. — GEORGES WEILL.

MICHAUD, **Les enseignements essentiels du Christ**, 116 pp. in-12.
 — P. SAINTYVES, **Le miracle et la critique scientifique**, 96 pp. in-12.
 — J. DE BONNEFOY, **Vers l'unité de croyance**, 121 pp. in-12. — Paris, Nourry, 1907. — J'ai signalé déjà les trois premiers volumes de la « Bibliothèque de critique religieuse » ; en voici les numéros 4, 5 et 6. M. de Bonnefoy présente, sous forme d'entretiens, un tableau des grandes croyances religieuses, des rapports qui existent entre elles, et voit là une raison d'espérer l'avènement de la religion universelle, réalisant l'union des cœurs à défaut de l'unité des esprits. — M. Michaud, professeur à l'Université de Berne, estime que l'essence du christianisme est un enseignement moral et bienfaisant ; est chrétien, quelle que soit son opinion sur le miracle et sur l'Église, quiconque se pénètre de cet enseignement et s'améliore au contact du divin. — Le nouveau livre de M. Saintyves est digne de ce penseur vigoureux et original. Dans un précédent ouvrage il plaçait le miracle en face de la critique historique ; cette fois il le confronte avec la critique scientifique, et montre qu'il n'y a point de commune mesure entre les deux. L'apologiste ne saurait prouver que le miracle a eu lieu ; le positiviste ne saurait démontrer qu'il est impos-

sible. Le savant aura toujours le droit de « rationaliser le miracle », de chercher à l'expliquer par des causes naturelles ; le philosophe, le théologien gardera le droit de croire au miracle pour des raisons morales, puisque la science ne pénètre pas jusqu'au fond de la nature. — G. W.

GASTON SORTAIS, **La Providence et le miracle devant la science moderne**, 2^e éd., Paris, Beauchesne, 190 pp. in-12. — Il est intéressant de rapprocher ce livre de celui de M. Saintyves, pour voir comment des prémisses identiques peuvent amener des écrivains de tendances différentes à des conclusions opposées. M. Saintyves est un critique, M. Sortais est un apologiste ; ils ont appris tous les deux à l'école des Boutroux et des Poincaré qu'il y a une part de contingence dans les lois de la nature, que la science n'atteint même pas jusqu'à ces lois ; le premier tire de là des motifs de doute et s'abstient d'affirmer ou de nier le miracle ; le second en tire une démonstration formelle du fait miraculeux. Après avoir ainsi conclu (en répondant surtout à M. Séailles) que le miracle existe, il donne des exemples, surtout les faits de Lourdes constatés, selon lui, d'une manière qui ne laisse pas de place à la négation. — G. W.
